

LE VACCIN EST UNE PROTECTION, LE CAPITALISME UNE AGRESSION !

La date couperet pour l'obligation vaccinale, fixée par le gouvernement au 15 septembre tout particulièrement pour le personnel hospitalier, sous peine de perdre son emploi ou d'être acculé à un congé forcé sans salaire, a encore dégradé les conditions de travail et de soins dans les hôpitaux. Véran, ministre de la Santé, a annoncé 3 000 suspensions de soignants non vaccinés, relativisant l'impact de la mesure, sur plus de 2,7 millions de salariés concernés. Mais ce chiffre pourrait être largement sous-estimé, et le sous-effectif est tel, dans bien des établissements de santé, que l'absence de quelques collègues suffit à mettre dans une situation plus que critique.

Le gouvernement fanfaronne... pendant que les soignants craquent

Le gouvernement met à son actif le fait que le seuil des 50 millions de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin a été atteint la semaine dernière. Mais cette autosatisfaction ne saurait cacher que sa gestion de la pandémie a été de bout en bout criminelle. Le « quoi qu'il en coûte » avait pour unique préoccupation, non de sauver des vies, mais de préserver les profits des entreprises. Pas de « quoi qu'il en coûte » en revanche pour embaucher dans les hôpitaux et investir dans les équipements nécessaires. Depuis un an et demi, les soignants ont tout vécu : pas de masques, pas de sur-blouses, pas de respirateurs en nombre suffisant, un manque de bouteilles d'oxygène et de lits de réanimation, des soignants obligés par leur hiérarchie à venir travailler alors qu'ils avaient été testés positifs au Covid... Et on en passe. Aux heures les plus graves de l'épidémie, la grande misère des hôpitaux publics a été révélée au grand jour. Que le personnel a tenté désespérément de compenser par des efforts surhumains qui leur ont valu les applaudissements du public, mais pas le moindre geste concret du gouvernement. C'est cette même situation scandaleuse dont témoignent les soignants appelés en renfort aux Antilles : pas assez de masques, de gants, de désinfectant... L'ARS a même demandé à certains d'emporter leur matériel !

La violence du chantage à l'emploi

Après un an et demi de crise sanitaire, rien n'a donc changé dans la situation des hôpitaux. Avec les suspensions des employés non vaccinés, les démissions et les arrêts maladie pour cause de burn-out, c'est même de pire en pire. Celles et ceux qui restent

sont transbahutés de service en service pour combler le manque de personnel. Ils deviennent des agents polyvalents, dont on modifie sans cesse les plannings, auxquels on refuse les congés. Face à cette catastrophe depuis longtemps annoncée, le gouvernement ne répond que par la violence du chantage à l'emploi. D'autant plus scandaleuse qu'avec plus de 90 % de vaccinés parmi le personnel de santé, on ne peut pas dire que l'hôpital soit particulièrement en danger. Mais l'occasion est trop belle, pour ces défenseurs forcenés du capitalisme, de taper encore sur les travailleurs et d'inventer de nouvelles mesures de rétorsion. Et voilà que Véran promet encore des contrôles systématiques pour les arrêts des soignants, considérés comme suspects depuis l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale ! Cette violence, c'est celle dont le gouvernement fait preuve vis-à-vis de l'ensemble des salariés.

En guerre contre le monde du travail

Ce n'est pas au virus que le gouvernement a déclaré la guerre, mais bien aux salariés. Il suspend le salaire des non-vaccinés, programme la baisse des allocations chômage au 1er octobre prochain, prépare une nouvelle réforme des retraites avec le report de l'âge de départ à 64 ans... La coupe est pleine. Il va falloir riposter, cela devient vital pour les salariés des hôpitaux, mais aussi pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs !

L'appel à la mobilisation du 5 octobre prochain est une occasion de montrer notre colère par la grève et les manifestations. Il faut que ce gouvernement comprenne que ses attaques et son mépris ne resteront pas sans réponse.

Du côté de la PIC...

Faisons PRIMER nos grèves

Pour La Poste, mieux vaut prévenir que guérir. La prime « pouvoir d'achat » est diminuée en fonction des jours d'absences non rémunérées. Par magie, tous les jours de grève rentrent dans ce cas de figure. C'est donc plutôt une prime « anti-grève » ! Cette technique montre bien qu'ils ont une peur bleue de nos grèves et de nos actions collectives.

Fais pas ci, fais pas ça

Lors d'un brief sur le masque obligatoire en covoiturage, la boîte a cru bon de nous fliquer jusque dans notre propre véhicule en nous sermonnant sur le respect des gestes barrières. La direction doit avoir la mémoire courte : le respect des mesures sanitaires, c'est nous qui lui avons imposé au début de la pandémie avec nos droits de retrait collectif.

Nous savons très bien que ce ne sont pas des mesurette à la noix et des notes de services idiotes qui feront la différence, pour nous protéger les uns les autres... Si on prenait plutôt des temps de pause plus longs et réguliers dans la journée, histoire de pouvoir respirer en enlevant le masque sur les quais, on aurait moins de mal à le porter toute la journée !

Nos congés nous appartiennent

Comme à son habitude la direction nous a imposé de rendre dès à présent les demandes pour poser nos congés jusqu'au mois de mai. On est tellement en sous-effectif qu'ils sont obligés d'anticiper les remplacements des mois à l'avance... Mais ce n'est pas notre problème ! Il s'agit de nos congés, le minimum serait qu'on puisse les poser quand on l'a décidé.

Non au harcèlement des collègues

En cette rentrée, il n'y a pas que le courrier qui reprend : les coups de pression aussi sur certains collègues, CDI ou intérimaires. Une manière de maintenir la pression et les cadences sur nous tous. En ciblant l'un ou l'une d'entre nous, la direction cherche à nous diviser et à nous faire peur à tous. Face à ces intimidations, la seule solution : faire bloc !

Les « quai-quai » de la direction sont de sortie

Aux quais départ, on se retrouve régulièrement à devoir charger les camions à la toute dernière minute, tout seuls, bref à galérer par manque d'effectif. Dans cette situation stressante qui peut occasionner des erreurs, la direction multiplie les nouveaux procédés de contrôle en nous surchargeant de travail, et en plus elle rajoute du flicage en veux-tu en voilà... Tout est bon pour éviter d'embaucher et continuer de se faire du profit sur notre dos (littéralement) !

Et ailleurs...

Une fiche de paie qui donne des idées

Avec différentes primettes, on a été nombreux à toucher plusieurs centaines d'euros en plus sur notre salaire ce mois-ci. Pour une fois, on va pouvoir vivre plutôt que survivre... même si cet argent va surtout servir à rembourser les impayés accumulés et à payer l'augmentation du coût de la vie. Sans compter ceux d'entre nous en intérim ou CDI gel qui n'ont quasiment rien touché. C'est tous les mois qu'on aurait toutes et tous besoin de cet argent. La Poste en a largement les moyens !

Intérim power

On est de plus en plus nombreux en intérim, dans les bureaux de poste et les centres de tri. Sans perspective d'embauche et avec des conditions de travail dégradées. Mais notre colère monte aussi et vu notre nombre, on pourrait représenter une vraie force pour imposer nos droits. Commençons par venir nombreux à la manifestation du 5 octobre prochain ! Une première occasion de souder les liens entre embauchés et intérimaires, dans la rue et la lutte.

La cote des armes françaises est à la baisse

Les temps sont durs pour les marchands de canons tricolores. La Suisse a décidé au mois de juin d'acheter des F-35 américains plutôt que des avions Rafale. Grosse colère du côté de l'Élysée, qui vient d'annuler la rencontre prévue en novembre entre Emmanuel Macron et le président de la Suisse, Guy Parmelin, sans doute par mesure de rétorsion.

Le marché des engins de mort est un des derniers sur lesquels l'industrie de l'hexagone est encore compétitive, mais la bagarre est rude pour les placer. Ce n'est pourtant pas faute d'un lobbying agressif qui met généralement en avant les tests effectués par l'armée française, en particulier au cours de ses aventures militaires en Afrique. Il existe même un petit logo indiquant aux acheteurs potentiels, dans les salons de l'armement, qu'un matériel a déjà « fait ses preuves ». Sans compter bien sûr les commissions et rétro-commissions sous toutes leurs formes. Le problème est que les concurrents utilisent les mêmes méthodes et notamment que les engins américains sont eux aussi testés aux quatre coins du monde.



toutes nos publications sur
**CONVERGENCES
REVOLUTIONNAIRES !.org**